

mediCuba-Suisse
Sekretariat Deutschschweiz
Postfach 1774, 8031 Zürich
Tel. und Fax +41 44 271 08 15
Secrétariat romand :
Maison des Associations
15, rue des Savoises, 1205 Genève
Tél. + 41 22 362 69 88
CCP 80-51397-3
medicuba-suisse@medicuba.ch
www.medicuba.ch



Communiqué de presse

PostFinance met fin aux opérations de paiement vers Cuba dès la fin du mois d'août 2019

Zurich et Genève, 6 Septembre 2019 - Après l'UBS et le Crédit Suisse, c'est au tour du géant jaune du trafic de paiements en Suisse de rompre toute relation avec Cuba. L'annonce a été réalisée verbalement par le Conseiller PostFinance de mediCuba-Suisse, le 27 août dernier. Il n'y a pas eu d'explication « officielle » de la part de l'organisme financier, mais il ne faut pas aller bien loin pour comprendre les raisons : blocus et pression américaine sur la place bancaire helvétique.

Une fois n'est pas coutume, une banque cède aux exigences des autorités des Etats-Unis afin de ne pas perdre un marché très lucratif. Mais, qu'en est-il quand la banque est une entreprise étatique suisse ? Quand la banque doit remplir un mandat de service universel ? Est-ce que la Confédération doit permettre qu'une institution publique se plie à aux pressions étrangères, sans broncher et sans se soucier des préjudices causés aux citoyens, aux PME ou aux organisations helvétiques ?

mediCuba-Suisse est une association suisse à but non lucratif et certifiée ZEWO ; elle est financée par des dons de la population suisse, de cantons, de communes, de fondations, et, notamment, par la Direction du développement et de la coopération (DDC). Avec la décision de PostFinance, quasiment du jour au lendemain, mediCuba-Suisse se retrouve dans l'incapacité de réaliser des virements d'argent pour la gestion des projets qu'elle soutient à Cuba ; et, par la même raison, dans l'incapacité d'honorer les contrats signés avec des entités suisses privées et publiques. En poussant le raisonnement plus loin, PostFinance empêche la Confédération de tenir les engagements qu'elle a pris avec Cuba et les institutions qu'elle soutient, à travers notre association.

Par ailleurs, l'opacité de la communication réalisée par PostFinance est inquiétante. En effet, PostFinance étant une filiale du groupe Poste, elle se régit par l'ordonnance sur la Poste (OPO), qui impose qu'on publie la liste des prix et les conditions générales, y compris les modifications ; qu'on informe de la possibilité de saisir l'organe de conciliation (art. 65 OPO) ; et que toutes ces informations et modifications soient communiquées par écrit (sur papier

ou sous forme électronique). Or, la communication de notre Conseiller a été verbale, avec l'indication expresse qu'il n'y en aurait pas d'autre.

Depuis l'arrivée de Donald Trump à la Maison Blanche, l'application de la politique du blocus n'a cessé de se renforcer, allant jusqu'à une traque permanente des transactions financières cubaines et des opérations bancaires et de crédit avec Cuba à l'échelle mondiale. Si les préjudices économiques pour l'île sont gigantesques, les conséquences sociales et humaines sont, quant à elles, dramatiques. Le blocus est devenu le plus grand obstacle à la mise en œuvre du Plan national de développement économique et social du pays, au Programme de développement durable à l'horizon 2030, aux Objectifs de développement durable et, en général, par sa nature extraterritoriale, aux relations économiques, commerciales et financières entre Cuba et le reste du monde.

La décision de PostFinance est une preuve de l'ingérence américaine dans les affaires des pays tiers, qui osent défier la politique unilatérale à l'encontre de Cuba. Cette manière de contraindre une institution pour qu'elle applique une politique étrangère, est inacceptable pour la démocratie helvétique !

Le comité de mediCuba-Suisse exige une explication officielle de la part de PostFinance, du groupe de la Poste, et demande au Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC) de prendre les mesures nécessaires afin de permettre aux organisations et citoyens suisses de faire valoir leur droit à réaliser des transactions bancaires vers Cuba.

Contact :

Secrétariat Suisse alémanique
Roland Wüest
Coordinateur
Tél. : +41 44 271 08 15
Roland.wuest@medicuba.ch

Secrétariat Suisse romande
Luisa Sanchez
Coordinatrice
Tél. : +41 22 362 69 88
luisa.sanchez@medicuba.ch

mediCuba-Suisse est une association à but non lucratif, selon les articles 60 et suivants du Code civil Suisse. Fondée en 1992, elle soutient Cuba dans ses efforts pour offrir un accès universel et gratuit à des soins et services de santé, à travers la mise en œuvre de projets de renforcement du savoir-faire des professionnels de la santé, de décentralisation du système médical et de rénovation des équipements, afin d'offrir à toute la population un service efficace et de qualité. mediCuba-Suisse tente aussi de contrer les effets négatifs du blocus politique, économique et financier que les Etats-Unis imposent au peuple cubain, depuis près de 60 ans. Ce soutien est possible grâce à la solidarité de nos membres, mais également à celle d'entités publiques et privées.